

Direction des actions interministérielles  
PRÉFECTURE DE LA MARNE

*bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire*

*Dossier suivi par  
M. Pélipidas  
Tél : 03-26-26-11-26  
fax : 03-26-26-10-93*

**Arrêté complémentaire  
société Papeteries de Courlandon à Courlandon**

**le Préfet  
de la région Champagne Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,**

**INSTALLATIONS CLASSEES  
N° 2002-APC-119-IC**

**VU :**

- le code de l'environnement, adopté par ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son article L.511-1,
- le décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 34-1,
- le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
- l'arrêté préfectoral n° 83-A-3 du 07 février 1983, concernant les activités exercées par la société Papeteries de Courlandon, Schmit et Cie à Courlandon, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 90-A-31-IC du 27 avril 1990,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2000-A-23-IC en date du 02 mars 2000 concernant la cessation d'activité de la société Papeteries de Courlandon et prescrivant à celle-ci, représentée par Maître Deltour, la fourniture au Préfet de la Marne, dans un délai d'un mois, du mémoire de remise en état du site et les justificatifs de l'évacuation des déchets, et, sous six mois, d'un diagnostic initial ou étude de sols et d'une évaluation simplifiée des risques,
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2000-A-157-IC du 27 novembre 2000 prescrivant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral précité dans un délai maximum d'un mois,
- l'arrêté préfectoral n°2001-A-71-IC du 03 août 2001 portant consignation d'une somme de 715.000 francs à l'encontre de la société Papeteries de Courlandon à Courlandon, correspondant au coût des travaux et études prévus par l'arrêté préfectoral du 02 mars 2000,
- le rapport de l'inspection des installations classées de la DRIRE Champagne-Ardenne, Subdivision de la Marne, en date du 12 février 2002, ci-joint,
- l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 04 avril 2002,

.../...

Cette phase devra comporter notamment :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc.) est à envisager pour connaître les "pratiques non-officielles" qui peuvent survenir dans les entreprises ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc.) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, etc.) ;
- une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase de l'étude des sols.

#### **Article 5. évaluation simplifiée des risques**

Dans le cas où l'impact du site sur l'environnement serait constaté ou pressenti, le détenteur fera réaliser automatiquement, en complément à l'étude visée à l'article 2 ci-dessus, une évaluation simplifiée des risques conformément au guide national de la gestion des sites potentiellement pollués du ministère de l'environnement - phase B.

L'évaluation simplifiée des risques sera réalisée à partir d'investigations préliminaires sur le terrain : reconnaissance géophysiques, campagne de détection de gaz, campagne de prélèvements et d'analyses d'échantillons de produits, de résidus, de sols, d'eaux, éventuellement d'air, de végétaux et d'organismes vivants...

#### **Article 6. échéancier**

Le respect des prescriptions du présent arrêté devra être fait selon l'échéancier ci-après :

- |  |        |
|--|--------|
| - la clôture de tout le site .....   | 1 mois |
| - l'évacuation des produits dangereux ainsi que tout déchet présents sur le site .....   | 1 mois |
| - le cahier des charges de l'étude de sols et de l'évaluation simplifiée des risques<br>et proposition de tiers expert.....                                  | 1 mois |
| - le bon de commande de l'étude .....  | 2 mois |
| - la communication du rapport de l'étude de sols et éventuellement de l'évaluation simplifiée<br>des risques à l'inspection des installations classées ..... | 6 mois |

à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 7. frais**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge du détenteur.

#### **Article 8. sanctions**

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514.1 et L.514.2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

### **Article 9 - délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de Mme la Ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Châlons en Champagne cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

### **Article 10 - droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

### **Article 11 -ampliation**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne, Madame la Directrice Régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation est adressée pour information à M.le Sous-Préfet de l'arrondissement de Reims, MM. le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, le Directeur de l'Agence de l'Eau, le Directeur Régional de l'Environnement, ainsi qu'à M. le Maire de Courlandon qui en donnera communication à son Conseil Municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à M. Jacques Schmit - 81 allée du Clair Horizon - 06510 - Gattières.

Châlons en Champagne, le 23 JUL. 2002

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

signé Bernard Le Menn

Pour ampliation  
pour le Préfet et par délégation  
l'attaché, chef de bureau

  
Brigitte Dedisse